

document de travail

août 2007

45

Analyse rétrospective de la crise alimentaire au Niger en 2005

Annexe 1. La crise alimentaire à Tirmini

Elise Guillermet

Assistant de recherche : Issaka Oumarou

Sous la direction de Jean-Pierre Olivier de Sardan, (sardan@ird.ne),
directeur du Centre de recherche en anthropologie / sociologie

LASDEL (Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local), Niamey

Contact : Nicolas Meisel, AFD (meiseln@afd.fr)

Département de la Recherche



Agence Française de Développement 5 rue Roland Barthes
Direction de la Stratégie 75012 Paris - France
Département de la Recherche www.afd.fr

SOMMAIRE

Introduction	2
1. Une situation plurielle au sein du canton de Tirmini	4
1.1. Dix années de difficultés ou une année 2004-2005 particulière ?.....	4
1.2. A la recherche de ressources pour pallier le déficit céréalier	6
1.3. Conclusion.....	9
2. Le cas du village de Tirmini : <i>Tazarce</i>, la continuité	10
2.1. Quelques éclairages sur le système de production	10
2.2. Des stratégies de « gens de la ville»	14
2.3. Dilo ou anza (<i>boscia senegalensis</i>) : des fruits de famine cueillis et vendus ...	15
2.4. Conclusion.....	16
3. Le système d'intervention de 2005 selon les habitants de Tirmini. 17	
3.1. Un processus étatique interrompu	17
3.2. UNICEF-FNUAP, une intervention indépendante s'adaptant à la crise	17
3.3. Des aides du Nigeria.....	18
3.4. « Mondel Mondel » : les distributions gratuites du PAM et de World Vision..	18
3.5. Don de « l'Arabe » probablement de l'Islamic Relief Service : chronique d'un vol.....	20
3.6. « Likita yan tamowa », le CRENAM et le grenier communautaire de CARE..	21
3.7. « Golf », « God », Goal	24
3.8. Conclusion.....	26
Conclusion.....	28
Liste des personnes rencontrées	29
Sigles et acronymes	32

Introduction

Choix du site de Tirmini

A une crise alimentaire, médiatisée et prise dans des enjeux institutionnels, correspondent des perceptions et des vécus locaux pluriels. Tel est le postulat du travail de terrain effectué sur six sites par les chercheurs du Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) dans le cadre d'un programme financé par l'Agence Française de Développement (AFD).

Suite à une première enquête réalisée par Mariatou Koné pour Médecins sans frontières-France (MSF-France) dans la localité de Madarounfa (Maradi), grenier du Niger caractérisé par un taux élevé de malnutrition infantile, il semblait pertinent à des fins comparatives, d'explorer une autre aire agricole. Un village devait ainsi être choisi dans le canton de Tirmini, classé dans les « zones vulnérables »¹ identifiées par le système d'alerte précoce (SAP).

Ce n'est qu'une fois sur le terrain, après avoir réalisé des entretiens avec les autorités coutumières, le maire et l'agent du service de l'Agriculture, que la localité de Tirmini fut retenue comme lieu d'étude. Village de moins de trois mille habitants² abritant la mairie et le chef-lieu du canton de Tirmini (département de Mirriah, région de Zinder), il se caractériserait par des productions agricoles peu diversifiées (*a contrario* des villages voisins) et par sa composition aristocratique. En effet, les autorités (traditionnelles ou municipales) et la plupart des habitants du village se présentent comme étant des *Damagarawa* issus du sultanat de Zinder et mis en poste durant la présence coloniale... Alors qu'à l'aube du XX^{ème} siècle elles furent le siège de la victoire des colons, les collines de Tirmini furent en 2005 le décor de multiples interventions des « Blancs »³.

Méthode

Durant quinze jours, une doctorante française et un assistant de recherche nigérien, titulaire d'une maîtrise, tâchèrent de reconstituer et de comprendre comment les habitants de Tirmini avaient vécu l'année 2005. Cinquante-trois entretiens furent ainsi réalisés auprès de la population du village et de celle des localités voisines relevant du chef-lieu de canton, dans le but de cerner les particularités du phénomène. Les villages de Dakuma Liman (village producteur de Calebasses), Dan Buda (village haoussa abritant le marché de proximité de Tirmini), Marsutan (village *buzu* dans lequel l'exode est très répandu), Ruga Tirmini (campement peul) et Tiss (village de cultures maraîchères) furent plus particulièrement analysés. Les agents de l'Etat ainsi que les responsables des organisations non gouvernementales (ONG) intervenues à Tirmini (à l'exception des représentants d'Islamic Relief) ont été rencontrés à Zinder.

Chaque entretien fut réalisé en binôme, le chercheur ne parlant pas le *Haoussa*, et l'association d'un Nigérien et d'une étrangère se révélant pertinente pour la direction de l'entrevue. En effet, ce duo permit un jeu discursif entre la complicité, provoquée par la présence du chercheur partageant la même culture, et la naïveté (parfois feinte) d'un chercheur français à qui l'on pardonne les questions évidentes.

¹ Les agents du service de l'Agriculture parlent davantage de « zone intermédiaire », en fonction du classement en trois catégories : extrêmement vulnérable, vulnérable, modérément vulnérable.

² Cette estimation de l'effectif nous fut donnée par le major du centre de santé intégré (CSI), dans la mesure où ni le maire, ni la direction régionale du Plan n'étaient en mesure de nous informer.

³ Si les personnes intervenues sont pour la plupart des acteurs locaux, les habitants de Tirmini font référence aux « Blancs » pour identifier les donateurs.

La présence d'un interlocuteur « blanc » eu pour effet d'amplifier les réactions habituelles lorsqu'un socio-anthropologue se présente sur le terrain. Il ne s'agit pas ici de les dépeindre uniquement comme des difficultés, mais plutôt de décrire ce qu'elles permettent d'explicitier. Malgré la présentation de notre sujet d'étude comme portant sur « le système de production agricole » et les indications en début d'entretien selon lesquelles nous ne représentons pas de partenaires techniques ou financiers, nous devons répondre systématiquement à des questions relatives aux aides apportées dans nos maigres bagages : étions-nous à Tirmini pour construire un forage ? pour distribuer des vivres ? Ces questionnements suscités par notre présence modifièrent le quotidien de certains. Ainsi en fut-il par exemple pour le président du comité de gestion (COGES), qui eut la charge de gérer les vivres entreposés dans un « grenier nutritionnel » par CARE durant l'année 2005. Certains habitants de Tirmini associèrent notre présence sur le terrain à un nouveau don. Ils furent nombreux à se présenter chez le président pour demander à en bénéficier.

Du fait de ces attentes de la part des habitants de Tirmini, les entretiens individuels devinrent fréquemment des discussions collectives. Si ces situations sont plus difficiles à traiter compte tenu du contrôle social effectué ou compte tenu des risques de détournement du sujet, elles offrent l'opportunité d'observer les tensions existantes. En effet, les interlocuteurs, alors en interaction, manifestent des différences d'opinion et de vécu qui furent d'un grand intérêt.

Plan

Le fil conducteur de ce rapport est tissé par les discours des habitants du village de Tirmini.

Notre point de départ est la sémiologie dont ils font usage pour décrire la réalité qu'ils vivent. Nous considérerons également les discours de leurs voisins afin de saisir, par comparaison, les particularités du chef-lieu de canton en matière de production agricole.

Nous pourrions alors considérer plus particulièrement les stratégies que nos interlocuteurs ont mis en place pour faire face à la crise.

Nous obtiendrons alors une esquisse de l'organisation sociale du village, nécessaire pour comprendre comment les individus, qui la composent ont accueilli et adopté les interventions urgentistes de l'année 2005.

1. Une situation plurielle au sein du canton de Tirmini

Comment les habitants de Tirmini ont-ils vécu la crise alimentaire de 2004-2005 ? Cette première partie tente de retracer les perceptions des populations.

Chef-lieu de canton, Tirmini est composé de familles *Damagarawa*, *Haoussa*, *Peul* et *Buzu*, selon une hiérarchie que dominent les *Damagarawa*, premiers habitants du village de Tirmini.

Dans un premier temps, nous rapporterons la sémiologie employée par les habitants du canton pour désigner l'année 2004-2005. Se dessinera alors progressivement une pluralité de vécus, nécessitant de considérer les modes de production agricole.

1.1. Dix années de difficultés ou une année 2004-2005 particulière ?

Quand la sémiologie populaire exprime la diversité

Les habitants du village de Tirmini décrivent les difficultés agricoles auxquelles ils ont été confrontés depuis près de dix ans. Lorsque l'on demande si un nom particulier a été donné à l'année 2005, nos interlocuteurs se réfèrent à une expression qui serait déjà utilisée depuis 1994, « *wa za ka gaya wa* »⁴, qui signifie : « Qui informer ? » L'accent est alors mis sur un phénomène de paupérisation qui s'inscrit dans la durée : aucun individu ne serait épargné et les mécanismes de solidarité seraient, de ce fait, devenus caducs. Pour insister sur la durée des pénuries, certains emploient également l'expression « *Tazarce* », « la continuité ». Ils reprennent ainsi le slogan de campagne présidentielle du Président Tandja et situent la période vécue dans l'histoire politique, comme a pu l'être la crise de 1983-1984, appelée « el Bohari » en référence au nom du Président nigérian d'alors.

D'autres emploient l'expression « *Mai raga* » en référence au modèle des motocyclettes utilisées à Zinder en tant que taxi. Ils insistent ainsi sur le coût ponctuel excessif du mil ainsi que sur la difficulté de l'obtenir. Les habitants de Dan Buda, village qui abrite le marché ravitaillant le chef-lieu, utilisent exclusivement cette expression. Il en va de même pour les habitants de Marsutan, village dans lequel l'exode est fort répandu. Ils parlent de « *kwankotsa kudi* », littéralement « les dépenses excessives », faisant écho tant au prix du mil qu'aux sollicitations nombreuses des habitants de Tirmini, venus faire la mendicité au cours de l'année 2004-2005. Les habitants de Tiss, producteurs de cultures maraîchères, parlent de « *yanzu nazo* », signifiant « je viens d'arriver », expression pouvant décrire le caractère ponctuel et subit de la crise qu'ils associent aux fluctuations des prix du marché, aux sollicitations de mendiants venus de Tirmini et à la distribution des aides.

⁴ Tirmini se situe en zone haoussaphone.

Les particularités de 2004-2005 exprimées dans la sémiologie

Il ressort de ces termes quelques grandes caractéristiques de la situation de crise.

Inflation des prix

D'une part, tous nos interlocuteurs mettent l'accent sur le caractère exceptionnel de l'inflation des prix. Au moment des récoltes (octobre), la *tiya*⁵ de mil coûte normalement 250 FCFA. Alors qu'en juin 2006, la mesure coûtait 450 FCFA, augmentation habituelle en période de *bazara* (période précédant la saison des pluies), elle atteignit 1 000 FCFA en 2005 sur le marché de Dan Buda. Les commerçants installés sur le marché Dolé de Zinder vendirent le sac de 100 kg de mil à 35 000 FCFA.

Les habitants de Tirmini expliquent cette inflation des prix par une campagne agricole déficitaire. Pourtant le village ne fut pas classé parmi les plus vulnérables. Selon l'agent du service de l'Agriculture en poste à Tirmini, l'identification des villages classés extrêmement vulnérables se fait à deux périodes spécifiques. La première correspond à la période de soudure, lorsque les agents mesurent la pluviométrie, observent le processus de semence et la présence des acridiens. Les villages ayant semé plus tardivement que les autres sont alors classés vulnérables et surveillés chaque mois. Des fiches seraient alors remises au SAP. La deuxième correspond au comptage des semis, selon le mode d'identification prévu sur le plan national. Les villages de Tirmini ne furent pas classés parmi les villages les plus vulnérables. Comment expliquer alors le manque de céréales sur le marché ?

L'un des responsables du service de l'Agriculture du département de Mirriah nous décrit le fonctionnement du marché céréalier en 2005. Il convient d'appréhender ses propos comme constituant un discours d'opposition à l'intervention urgentiste, perçue comme parallèle et court-circuitant le système de surveillance du SAP auquel il participe, mais également comme une analyse pouvant être pertinente et qu'un économiste pourrait discuter. Selon lui, le marché nigérien est normalement alimenté tant par les productions locales que par celles importées du Nigeria, venant les compléter. En 2005, le marché fut modifié par la présence de nouveaux acheteurs et notamment celle des urgentistes, désireux d'agir vite auprès des populations et donc d'obtenir rapidement des stocks importants. Plutôt que de se ravitailler au Nigeria et de risquer de perdre ces nouveaux clients exigeant des délais de livraison courts, les commerçants se seraient ravitaillés auprès des zones non déficitaires. Si ces zones n'étaient pas comptées parmi les plus vulnérables, leurs marchés devinrent pauvres en céréales. Les ménages manquèrent de vivres tandis que les commerçants firent des bénéfices importants alors qu'ils vendirent leurs stocks avec une augmentation de prix de 20 % (10 % obtenus pour eux-mêmes et 10 % allant aux intermédiaires).

Une situation inégalitaire

Tous s'accordent donc sur l'inflation des prix. Néanmoins, en comparant les expressions utilisées dans le canton, on constate que la situation a été vécue de manière inégalitaire.

En effet, tandis que les habitants de Tirmini évoquent davantage un déficit agricole régulier, leurs voisins parlent du caractère ponctuel de la crise, en insistant plus sur les dépenses occasionnées que sur le manque ou la faim. Ils présentent également les premiers comme des mendiants. Comment expliquer ces différences de perception et de vécu ?

⁵ Selon l'agent du service de l'Agriculture en poste à Tirmini, la *tiya* doit mesurer 2,8 kg, mais dans la pratique elle correspondrait à 2,5 kg.

La comparaison qualitative⁶ de leurs ressources annuelles devrait pouvoir nous apporter des éléments de réponse.

1.2. A la recherche de ressources pour pallier le déficit céréalier

Des productions agricoles diverses

Tous les villages considérés partagent le même mode de répartition des terres. Le *gandu* est le champ collectif sous la responsabilité du chef de famille⁷. Ses productions sont en partie conservées dans un grenier commun ouvert pendant la saison des cultures (*damana*), et en partie distribuées aux chefs de ménages, en fonction du nombre de personnes qu'ils ont à charge⁸. Ceux-ci bénéficient également d'un lopin de terre propre, le *gayamna*, qu'ils obtiennent par demande au chef de famille et qu'ils restituent au moment du décès de ce dernier, afin que les terres soient rassemblées puis redistribuées par héritage. La production obtenue sur les champs alloués leur appartient. Hormis dans le village *buzu* de Marsutan, où seuls les hommes travaillent la terre, les femmes des autres villages citées peuvent également en posséder par héritage et être bénéficiaires de *gayamna* reçus de leur père ou de leur mari.

De même, nous retrouvons dans chacun des villages des espèces cultivées communes. Tous cultivent le mil et le sorgho comme productions vivrières et le niébé (haricots) et l'arachide comme cultures de rente. Le sorgho aurait été endommagé en 2004 par les vers. D'autres années, ce sont les cultures de rente qui auraient été endommagées, obligeant à vendre le mil. Sur cette base s'esquissent néanmoins des différences concernant tant l'usage fait de ces productions que les activités complémentaires pratiquées par les voisins de Tirmini, et expliquant certainement la pluralité des points de vue quant à la crise alimentaire (voir tableau comparatif n° 1).

⁶ Il nous est difficile de donner des éléments quantitatifs. Nous reprenons ici l'évaluation de nos interlocuteurs, qui estiment leurs ressources en fonction des besoins qu'elles peuvent couvrir.

⁷ Le terme « famille » renvoie ici à la famille étendue qui comprend un chef (patriarche : père, oncle ou frère aîné) et ses descendants (hommes et femmes non mariés, de première, deuxième voire troisième génération). La propriété foncière relève de l'autorité du chef de famille. Le ménage est un élément constitutif de la famille. Il correspond à une cellule plus restreinte constituée autour du mariage.

⁸ Il serait fort intéressant de faire une étude du mode de répartition. Comment se fait le partage ? A quel moment ? Comment le mari remet-il les céréales à son épouse ? Où les productions sont-elles stockées, même s'il semblerait que les greniers se trouvent exclusivement dans les champs ?

Tableau 1. Utilisation des productions agricoles selon les localités

Localité	Productions agricoles	Usages
Tirmini	Mil, sorgho Niébé (haricots) Arachides	Consommation ou vente en cas d'endettement ou de mariage ⁹ du chef de ménage ou de ses enfants, et cela dès <i>kâka</i> , la saison des récoltes. Les femmes conservent le mil pour les « <i>buki buki</i> » (la participation lors des mariages et des baptêmes), pour compléter les préparations de leurs coépouses ¹⁰ et pour soutenir leur mari lorsque le grenier familial tarit. Consommation et vente dès la récolte. Les commerçants de Zinder acheminent le niébé jusqu'au Nigeria pour importer du mil et du maïs. Vente dès la récolte (<i>kâka</i>) auprès des commerçants ou des rares productrices d'huile d'arachide du village. Elles constituent des ressources utilisées pour compléter le mil manquant, acheter les condiments, habiller la famille, payer les impôts et honorer les dépenses sociales dans le cas de mariage et de baptême. Néanmoins, la production d'arachides et de niébé ne suffisant pas pour couvrir ces dépenses, il est nécessaire de vendre du mil.
Tiss Bénéficie d'une mare, permettant tant l'usage d'eau en abondance que l'enrichissement du sol par la présence continue de troupeaux venant s'abreuver.	Mil, sorgho, niébé, arachides Maraîchage : -lors de <i>bazara</i> (avant la saison des pluies) sont semés : gombo, courges, melons, oseille, aubergines ; -durant <i>damana</i> (saison des pluies) sont semés : tomates, poivrons ; -durant <i>kâka</i> (période de récoltes) sont semés : salades, choux, carottes, oignons ; qui produisent pendant <i>dari</i> (saison froide) et <i>rani</i> (saison sèche).	Les stocks de mil réservés pour <i>damana</i> seraient relativement préservés grâce aux activités de maraîchage qui permettent de satisfaire les besoins annuels ne relevant pas de l'alimentaire (dépenses vestimentaires ou sociales). Les légumes sont consommés, mais essentiellement acheminés vers Zinder pour être vendus. Si le stock céréalier vient à s'amenuiser, la vente des légumes permet de le compléter. Seuls les hommes cultivent les légumes, les femmes possèdent des <i>gayamna</i> pour la production du mil. Le maraîchage est effectué sur des <i>gayamna</i> obtenus auprès du chef de famille qui reçoit en échange une part symbolique de la somme gagnée grâce à la vente des produits. Les terres consacrées au maraîchage s'héritent au même titre que les terres céréalières. Les femmes remettent leur part à leurs fils.
Dakuma Liman	Mil, sorgho, niébé, arachides Calebasses	La quantité de niébé et d'arachides cultivée est moindre, délaissée pour faire place à la culture de calebasses, production exclusivement masculine. Certains se spécialisent dans le commerce des calebasses et les acheminent sur les marchés de Zinder, Madaoua, Tessaoua, Maradi et même Niamey. Cette production rapporterait entre 100 000 et 1 million de francs CFA par producteur. Du fait de ces ressources, le mil est consommé et non vendu pour faire face aux autres besoins. La vente de calebasses permet de couvrir les dépenses vestimentaires et sociales. Toutefois, si le stock de mil vient à tarir, les calebasses sont déstockées pour permettre de compléter le grenier. Tous ne parviennent pas à couvrir leurs besoins annuels mais la production de calebasses leur assure une certaine marge de sécurité.

Source : Entretien avec les habitants de Tirmini, Enquête de terrain, LASDEL, 2006.

⁹ L'événement « mariage » est régulièrement pointé comme une cause de déficit, du fait de la vente de céréales pour satisfaire aux dépenses. Il est toutefois nécessaire de préciser que les dépenses occasionnées sont recouvertes par les dons des parents et amis au cours des cérémonies.

¹⁰ Dans un foyer polygame, les femmes sont tenues de préparer à tour de rôle le repas pour leur époux mais également pour l'ensemble des membres du foyer. Lorsqu'elles sont dispensées de la préparation, certaines mères complètent la ration donnée par leur coépouse, estimant qu'elle est insuffisante pour subvenir aux besoins de leurs enfants.

Nous constatons ainsi que les villages voisins de Tirmini ne se satisfont pas de leurs seules productions céréalières, qui ne couvriraient au maximum que six mois de l'année. Ils ont élaboré, depuis près de cent ans selon eux, des stratégies agricoles complémentaires en cultivant des produits maraîchers et des Calebasses. Ils peuvent ainsi faire face à d'autres dépenses et compléter leur stock de céréales. Néanmoins, si le prix du mil vient à augmenter alors que le prix des Calebasses ou des légumes restent fixes, l'approvisionnement en céréales devient plus onéreux.

Qu'en est-il des autres villages voisins de Tirmini, mettant l'accent également sur l'inflation des prix en 2004-2005 plutôt que sur le déficit alimentaire ?

Des ressources complémentaires : l'élevage et l'exode

Les habitants *buzu* de Marsutan et les Peuls de Ruga Tirmini sont des éleveurs sédentarisés. Ils pratiquent également l'agriculture, qui représente pour eux « la mère de l'élevage », dans la mesure où une bonne production leur permet d'accroître leur nombre de bêtes, tandis qu'une année déficitaire les oblige à décapitaliser. Les habitants de Ruga Tirmini vendent ainsi chaque année un certain nombre de caprins pour compléter leurs ressources céréalières. Néanmoins, les termes de l'échange se déséquilibrent au cours de l'année 2004-2005 : « L'année dernière, deux *tiya* de mil valaient une chèvre » (un chef de ménage de Ruga Tirmini). Les chiffres évalués par l'agent du service de l'Elevage en poste à Tirmini décrivent en effet qu'un jeune caprin valait de 2 500 à 3 000 FCFA en août, alors que son prix atteignait 7 500 FCFA durant la période de ramadan, suite aux récoltes, puis 9 000 FCFA en janvier 2006, en période de Tabaski¹¹.

Si les chèvres furent mises à contribution, seule une vache fut vendue pour obtenir du fourrage alors rare et nécessitant de marcher huit heures. Par ailleurs, les éleveurs n'eurent à déplorer aucun décès d'animaux, contrairement à ce qu'ils vécurent en 1984. Le fourrage, rare, se vendait sur le marché à 1 000 FCFA la botte. Selon le *cadi*, la particularité de 2004-2005 serait le nombre de conflits occasionnés par sa rareté. Les agriculteurs auraient refusé exceptionnellement que d'autres viennent récupérer les fanes restant sur leurs terres. Ces cueilleurs auraient été plus nombreux qu'à l'accoutumée, se déplaçant en groupe, ce qui aurait provoqué la colère des propriétaires terriens.

Il faut préciser que la plupart des habitants du chef-lieu possèdent quelques têtes de caprins, capital servant de soupape de sécurité lorsque les récoltes viennent à s'amenuiser. Les femmes chefs de famille bénéficient d'un système de gardiennage de chèvres leur permettant également de capitaliser. Une chèvre leur est confiée par un ménage plus aisé qu'elles doivent nourrir. Quand la chèvre met bas, le premier petit leur revient. Le second retournera au propriétaire. Si la naissance est multiple, la gardienne n'est propriétaire que d'un animal.

Les habitants de Marsutan (village *buzu*), ainsi que ceux de Dan Buda (haoussa) pratiquent également l'exode depuis une génération. Un fils de chaque famille émigre au Nigeria. Les garçons apparentés se rejoignent et constituent un réseau leur permettant d'acheminer, en alternance, l'argent collecté. Chaque famille reçoit donc en période de *rani* (saison sèche), une somme allant de 15 000 à 30 000 FCFA leur permettant de pallier aux manques.

¹¹ Le prix du bétail à l'approche des fêtes religieuses monte du fait de l'augmentation du nombre d'acheteurs, notamment venus du Nigeria.

1.3. Conclusion

A travers les discours des habitants du canton de Tirmini, nous constatons que tous exposent la régularité de déficits vivriers (et cela depuis près de cent ans semblerait-il). Néanmoins, au-delà de ce constat partagé, leurs propos rendent compte de perceptions et de vécus pluriels, certainement du fait de la différence des stratégies mises en place afin d'assurer l'équilibre économique et de pallier les manques céréaliers.

Les stratégies des populations voisines du chef-lieu nécessitent de passer par le marché. La hausse des termes de l'échange des céréales en 2005 a eu de ce fait un impact particulièrement important, les bénéfices obtenus par la vente de calebasses et de légumes ainsi que les sommes envoyées par les migrants s'étant maintenus, tandis que le prix du mil augmentait considérablement. Par ailleurs, les éleveurs souffrirent d'un déséquilibre plus important, le prix des caprins ayant considérablement chuté.

La situation a été perçue plus durement par les habitants de Tirmini qui semblent ne pas disposer de ressources complémentaires à leurs productions céréalières. Ils inscrivent l'année 2004-2005 dans la continuité : celle du déficit vivrier. Comment expliquent-ils cette situation de pénurie et comment y font-ils face ?

2. Le cas du village de Tirmini : *Tazarce*, la continuité

Quelle est la réalité vécue derrière les expressions utilisées par les habitants de Tirmini ? Nous décrivons ici les stratégies extra-agricoles élaborées pour combler les manques vivriers, en tâchant d'explicitier leurs particularités en 2004-2005. Se dessine progressivement une répartition sociale composée d'inégalités.

2.1. *Quelques éclairages sur le système de production*

Croissance démographique et appauvrissement des terres

Les terres, lessivées, sont divisées héritage après héritage¹². Plusieurs chefs de ménage se partagent une terre autrefois réservée à un ménage. Ce morcellement conduit à des récoltes moins importantes au niveau du *gandu* (champ familial¹³) alors qu'elles doivent servir tant à subvenir aux besoins des différents ménages qui, dès *kâka*, se voient allouer une partie des productions en fonction de leur effectif, qu'à conserver les ressources nécessaires pour travailler durant *damana*.

Une stratégie répond à cette diminution du stock familial, tout en y contribuant : la répartition des terres du vivant du chef de famille¹⁴. En effet, les héritiers potentiels : fils, filles et épouses, sont en droit de demander une parcelle du *gandu*, appelée *gayamna*, qu'ils pourront conserver jusqu'à la distribution de l'héritage. Cette stratégie contribue à réduire la surface exploitable collectivement, mais permet aux chefs de ménage d'obtenir un stock personnel plus important, complémentaire des quantités allouées par le chef de famille. La propriété collective représente effectivement une contrainte pour les ménages en difficulté, qui ne peuvent obtenir l'ouverture du grenier prévu pour *damana* qu'à condition que la décision soit prise unanimement par les chefs de ménage.

Si les superficies cultivables par famille s'amenuisent, les terres ne constituent pas pour autant un bien marchand. Elles ne sont pas louées (ou rarement, semblerait-il, compte tenu de l'absence de discours sur ces pratiques). Celui qui cherche à obtenir un terrain peut s'adresser au chef de canton qui autorise à défricher les surfaces éloignées et non cultivées, qui sont sous son autorité¹⁵.

L., orphelin d'un père originaire d'un autre village, ne reçut pour héritage que la terre de sa mère, partagée parmi ses frères. Il obtint deux terrains du chef de canton. Le premier était une terre non exploitée, qu'il débroussailla. L'autre terrain est l'un des jardins se trouvant au bord de la mare, attribués aux plus méritants et pouvant être récupérés à tout moment en cas de négligence.

Un terrain peut également être prêté, jusqu'à ce que le propriétaire décide de le récupérer ou qu'il décède.

« Ici, vous ne verrez pas de location ; les personnes qui n'ont pas de terres en obtiennent par le prêt. » (Le chef de canton de Tirmini).

G. s'installa à Tirmini avec son mari après que ce dernier eut trouvé un travail de maçonnerie à y effectuer. Une femme âgée accepta de leur prêter son champ, qui fut par la suite récupéré à son décès par ses enfants pour partager l'héritage.

¹² Selon le *cadi*, l'héritage est effectué en fonction de la règle islamique. Au décès du père, la veuve perçoit un huitième de l'héritage, leurs fils deux parts chacun et leurs filles une part chacune. Dans le cas où le couple n'aurait pas eu d'enfant, la veuve perçoit un quart de l'héritage et les frères du défunt les trois quarts restants.

¹³ Il est ici question de la famille élargie et non de la famille nucléaire.

¹⁴ Ce changement de stratégie agricole semble progresser depuis quelques décennies.

¹⁵ Il existe donc encore des terres cultivables non exploitées.

La restitution se passe parfois de manière conflictuelle, les bénéficiaires du prêt refusant de reconnaître que le champ ne leur appartient pas. Les incompréhensions sont encore plus importantes lorsque c'est le bénéficiaire qui décède et que ses enfants ignorent le prêt.

Des terres peuvent également être mises en gage. Un propriétaire ayant besoin d'argent perçoit une somme contre laquelle il livre son terrain jusqu'à ce qu'il soit en mesure de rembourser. Ce mode pourrait conduire à la vente de terres lorsque le propriétaire n'est plus en mesure de récupérer son champ. Il le vendrait alors à prix double pour rompre le contrat de mise en gage et tirer profit de la vente.

Ce rapide panorama des modes d'obtention de la terre révèle deux aspects. Le premier est que posséder de la terre est un enjeu important surtout du fait de son morcellement par héritage. Des terres en friche sont encore allouables par le chef de canton. Être propriétaire n'est néanmoins pas nécessaire pour cultiver, le prêt étant une pratique courante. La différence réside dans le fait qu'être propriétaire offre une garantie sur le long terme, tandis qu'une terre mise en gage ou prêtée retournera à son propriétaire ou à ses descendants.

Le morcellement et l'appauvrissement des terres semblent donc être des facteurs pertinents mais pas suffisants pour comprendre la pénurie alimentaire. En effet, pourquoi une population d'agriculteurs persisterait-elle à vivre sur des terres infertiles ? Comment expliquer que seule une poignée d'entre eux profitent de l'offre de leurs voisins maraîchers de Tiss et de ceux producteurs de Calebasses de Dakuma Liman qui leur proposent de travailler gratuitement sur leurs terres distantes de cinq à dix kilomètres ?

En expliquant la situation de pénurie céréalière par les causes naturelles ou démographiques, les habitants de Tirmini dessinent une situation collective, homogène, en écho à l'expression « *wa za ka gaya wa* », « à qui demander ? ». Néanmoins, tous les habitants de Tirmini subissent-ils la pénurie alimentaire ? En introduction, nous avons esquissé la situation historique et politique de Tirmini. Dans un contexte hiérarchisé, les *Damagarawa* sont-ils égaux devant une situation de pénurie vécue sur la durée ?

Une situation inégalitaire

Tirmini, le chef-lieu de canton, est dirigé par une famille qui se déclare *Damagarawa*, c'est-à-dire apparentée au sultanat de Zinder. Avec les élections municipales, une autre famille accrut son pouvoir : celle du *cadi* dont est originaire le maire. Ces deux détenteurs de l'autorité pour un même territoire (la commune correspondant au canton) sont décrits comme les propriétaires les mieux nantis du village. Le *barma* (chef de canton) obtiendrait environ 360 paniers de mil au cours des bonnes années, lui permettant de vivre toute l'année. Le maire en récolterait près de 200, tandis que nos interlocuteurs décrivent en moyenne des productions allant de 7 à 80 paniers, parfois obligés de laisser une partie de leur terre en jachère faute de semis. Il faut ajouter encore que certains utilisent des engrais naturels, transportés par des charrettes, et obtiennent davantage d'épis de mil.

Toutefois, ce n'est pas à partir de la quantité récoltée que les habitants du village désignent les plus riches. Ils considèrent plutôt la possibilité d'embaucher des salariés agricoles. Hormis le maire et le *barma*, d'autres ont cette possibilité (nous pourrions même parler d'obligation de donner du travail) et sont décrits comme riches : les *tabliers* et les petits commerçants. Il est à signaler que la quantité de mil que ceux-ci récoltent approche davantage celle de leurs voisins agriculteurs que celle de leurs chefs. Le recours au salariat agricole par cette catégorie se comprend davantage comme la volonté de poursuivre une activité économique prospère plutôt que de l'interrompre pour aller travailler aux champs.

Quand la force de travail se vend, s'achète...

Certaines femmes dont le stock de mil s'est épuisé se proposent comme main d'œuvre lors des séances de battage durant *kâka*, et récupèrent ainsi une *tiya* de mil ou les résidus oubliés sur le lieu de travail.

A l'approche de *damana*, des hommes, quant à eux, affublés de leur hilaire, errent au bord du « goudron » (route bitumée, correspondant aux axes principaux de la ville), et proposent leur force de travail.

S'agit-il là de travailleurs sans terre ?

Si quelques-uns d'entre eux ont perdu leurs terres aux jeux de hasard (autre stratégie), la plupart sont des agriculteurs possédant leurs propres terres à cultiver. Ils récoltent en moyenne entre vingt et trente paniers de mil, ce qui semble leur suffire pour trois à quatre mois. N'ayant pas suffisamment de mil dans leur grenier pour se nourrir durant la période de *damana*, ils offrent leur force de travail pour quelques jours ou quelques heures journalières afin de combler leur manque, puis seulement, se consacrent à l'exploitation de leurs propres champs.

« C'est le salariat agricole qui fait que les gens ne peuvent pas exploiter leur champ. Lorsqu'on est au service des autres, on est toujours déficitaire. Du coup, chaque année, ils sont obligés de faire la même chose et restent dans la même situation. » (L'imam).

Ils prennent ainsi du retard sur les propriétaires les plus aisés (aristocrates et commerçants), retard qui se répercutera l'année suivante, mais obtiennent en revanche de l'argent ou du mil utiles dans l'instant.

Ce type de salariat agricole n'a pas été adopté particulièrement durant l'année 2005, la différence étant que, du fait de la présence plus importante de travailleurs, le prix de la main d'œuvre aurait sensiblement baissé pour les tabliers, qui eux rémunèrent en argent. Le salaire d'un ouvrier agricole fluctuerait entre 500 FCFA et 1 000 FCFA par jour. En 2005, un salarié gagnait 750 FCFA quotidiennement, ce qui ne pouvait lui suffire pour se procurer une *tiya* de mil valant alors 1 000 FCFA. La loi du marché fit qu'en 2005, les travailleurs virent leur pouvoir d'achat chuter par un double mécanisme : la diminution de la valeur de leur force de travail du fait de la concurrence et l'augmentation du prix du mil.

En revanche, les propriétaires terriens en possession de stocks relativement importants, tels que le chef de canton ou le maire, rémunèrent leurs salariés en mil. Pour eux, le prix de la main d'œuvre reste fixe. Une journée de travail est rémunérée par deux *tiya* de mil ou par une *tiya* et demie complétée par 250 FCFA pour l'achat de condiments. Par ailleurs, le repas du midi du salarié est pris en charge.

En comparant le salaire journalier gagné par certains à la quantité de mil obtenu pour d'autres, on constate donc qu'en 2005, le *food for work*¹⁶ était plus avantageux pour le salarié agricole que le *cash for work*.

Cette pratique est d'autant plus avantageuse que celui qui obtient du mil remplit son grenier, alors que celui qui gagne de l'argent en fait un usage diversifié¹⁷. La possession de monnaie offre l'opportunité aux agriculteurs de s'offrir des mets auxquels ils n'ont pas accès

¹⁶ Nous empruntons ici pour désigner des mécanismes villageois les termes utilisés par les ONG, les institutions internationales ainsi que l'Etat, correspondant aux mêmes logiques d'échange : « nourriture contre travail » et « argent contre travail ».

¹⁷ Il nous est difficile d'évaluer quelle somme est consacrée à quel poste de consommation (alimentation, cérémonies, habillement, santé, jeu...).

en temps normal. Les tabliers justifient ainsi la non-interruption de leur activité commerciale durant *damana*. Pourquoi déserteraient-ils leur place au bord du « goudron » pour cultiver leurs champs, alors que cette saison est la meilleure pour eux ? Ils payent des salariés qui viendront ensuite dépenser leur argent auprès d'eux soit en petits déjeuners copieux (omelettes, thé), dont ils sont les seuls bénéficiaires au sein du ménage, soit en condiments utilisés pour la préparation familiale.

Difficile de ne pas comprendre qu'un homme qui partage son temps entre le travail sur son champ et sur celui d'un autre, se dirige chez le tablier pour consommer une alimentation plus énergétique qu'à l'accoutumée. Certains usent d'autres « carburants ». Il existerait ainsi des décoctions traditionnelles permettant de se sentir rassasié. Les hommes en absorberaient pour travailler au champ sans être dérangés par la faim. D'autres se ravitaillent en comprimés auprès d'un tablier, tel que le Maxindo (un anti-inflammatoire). D'autres produits sont encore utilisés :

« On voit des gens qui prennent du dramol en surdose, c'est un anti-inflammatoire. Certains doublent la dose de valium et ça devient un euphorisant. D'autres prennent la marijuana. » (Un agent de santé).

De la marijuana aux anti-inflammatoires achetés sur le « goudron » ou au CSI, les « narcotiques » sont en vogue à Tirmini.

L'argent circule donc et contribue à reproduire des inégalités sociales. Les producteurs les mieux nantis usent de main d'oeuvre et finissent de cultiver avant les autres, tandis que les tabliers (de thé ou médicaments), considérés comme les plus riches du fait de leur activité marchande, augmentent leur chiffre d'affaires grâce aux salaires qu'ils distribuent.

L'endettement

L'élite politique et les tabliers ne sont pas uniquement des employeurs. Les habitants contractent également auprès d'eux des dettes, pour acheter de quoi manger ou pour obtenir des semences qu'ils devront rembourser.

Nous passons devant l'un des rares portails mis sous cadenas. M., le jeune homme qui nous accompagne explique : « Ici c'est notre banque. – Vous avez une banque céréalière ? – Non, c'est chez le maire. C'est ici qu'on vient s'endetter. » Son père avait en effet emprunté auprès du maire un sac d'arachides à semer en 2005. Il s'engagea après la récolte à lui rembourser deux sacs. Néanmoins, la période de *kâka* arrivée, les arachides récoltées ne remplissaient qu'un sac et demi. Le vieil homme dut alors vendre une partie de sa récolte de mil pour payer sa dette.

Il ne semble pas y avoir de règles fixes pour l'usure. Pour les prêts délivrés par les commerçants, il semblerait que seul le remboursement soit exigé.

L'endettement ne semble s'accompagner de perte de terres que de manière exceptionnelle. Ce serait le cas pour les joueurs de *modi*, jeu de hasard connu comme « faisant tout perdre ». Les joueurs hypothéqueraient leurs champs et leur maison. Bien qu'interdit, il est pratiqué clandestinement.

« Vous n'entendez pas la nuit, près de chez vous ? Des hommes jouent le soir. Ils se cachent, comme c'est interdit mais certains peuvent tout perdre. Moi-même je jouais, mais une nuit, j'ai perdu ce que j'avais gagné en vendant ma récolte. Certains hypothèquent leur maison, leur champ même. Depuis j'ai cessé de jouer de l'argent, maintenant je joue à des jeux plus stratégiques, pour le plaisir. » (Un ancien adepte du *modi*).

Certains se déplaceraient même les jours de marché pour jouer. Des campagnes de sensibilisation seraient diffusées sur la radio BBC. Les avis sont partagés quant à son impact.

Les perdants se trouvent dans la nécessité d'obtenir d'autres ressources.

« Les femmes préfèrent cultiver leurs champs. Comme ça si leur mari joue, elles ont de quoi nourrir leurs enfants. » (Une femme de Tirmini).

2.2. Des stratégies de « gens de la ville¹⁸»

Le « goudron » : la particularité de Tirmini

La route nationale n°1 traverse le village et le relie à Zinder. Elle est également l'axe autour duquel se définit « Tirmini Nord », où se trouve la cour du chef de canton et la mairie, ainsi que la mare qui serait à l'origine de l'installation du chasseur Tirmini ancêtre fondateur, et « Tirmini Sud », où se trouvent les derniers arrivés (dont les agents de l'Etat : le service de l'Agriculture, le service Pédagogique), le CSI, le collège d'enseignement général (CEG) construit en paillote, et la medersa en dur à proximité de la maison du cadî. S'y sont établis également d'anciens résidents de Tirmini Nord après une inondation qui aurait eu lieu dans les années 1980.

L'activité du village y est concentrée.

Les « coxeurs »

Etre coxeur est une activité lucrative pour les jeunes hommes. Le chauffeur auquel ils confient des voyageurs leur remet une partie de la somme versée. Certains deviennent également responsables de ligne à Dan Buda durant les jours de marché. Difficile de donner une estimation précise de la somme obtenue, toutefois, pour un taxi-brousse allant à Zinder depuis Dan Buda, il semblerait que le coxeur puisse gagner 400 FCFA. Dans les jours fastes, les placeurs pourraient ainsi obtenir jusqu'à 4 000 FCFA.

M. a adopté cette stratégie en 2003, lorsqu'il s'est marié. Il utilise ce qu'il gagne pour remplir son grenier et subvenir aux besoins de sa femme et de leur enfant, de son père, de sa belle-mère et de sa demi-sœur. Il consomme également quotidiennement du thé chez le tablier.

Sur les porte-bagages, ils fixent notamment les fagots de bois, coupés par les femmes ou par les hommes âgés.

Couper le bois, le vendre et l'acheminer

La coupe du bois est une activité qui se serait développée pour les habitants de Zinder au cours de ces dernières années, permise par la route nationale. En 2005, les habitants de Tirmini se seraient orientés vers cette ressource naturelle plus massivement qu'à l'accoutumée. Cette activité serait entrée dans le quotidien des coupeurs, toujours aussi nombreux en 2006.

Avec ce qu'elle gagne en vendant du bois, G. achète des haricots auprès d'un tablier. Elle prépare alors la poudre¹⁹ utilisée pour faire *dan wake* (le « petit du haricot »). Elle la vend par sachet de 25 FCFA. Elle et ses enfants, consomment la poudre restante. Elle obtient ainsi un bénéfice de 100 FCFA utilisé pour préparer d'autres repas.

S.T., célibataire, utilise l'argent obtenu pour acheter quelques galettes sur le « goudron », qui viennent compléter le repas que lui remet la femme de son frère.

Un fagot de bois serait acheté entre 150 FCFA et 250 FCFA par les revendeurs, selon le nombre de coupeurs. Les revendeurs quant à eux, vendent le bois à prix fixe entre 250 FCFA et 300 FCFA pour les petits fagots, et 350 et 400 FCFA pour le bois de l'arbre gao. Lorsque le premier prix chute, comme ce fut le cas en 2005, les revendeurs sont donc les

¹⁸ Les habitants du chef-lieu se définissent ainsi.

¹⁹ Il s'agit d'haricots pilés qui constituent une poudre verte qu'il faut mettre à bouillir dans l'eau, puis assaisonner avec de l'huile et du piment.

principaux bénéficiaires, leur marge grandissant. Les autres bénéficiaires sont les agents forestiers qui obtiennent 50 FCFA sur chaque botte de bois. En résumé, plus le nombre de coupeurs est important, du fait de leurs besoins de ressources alimentaires, plus les intermédiaires et les agents de l'Etat s'enrichissent.

Les taxis-brousse se rendant à Zinder avec des fagots pour chargement, sont fréquents à Tirmini. Ils croisent ceux qui transportent des chèvres...

Le commerce avec le Nigeria : une famille exemplaire en 2004-2005

Si les habitants du village de Tirmini ne sont pas des éleveurs, certains fondent leur commerce sur l'échange de céréales nigérianes contre du bétail nigérien. Ainsi en est-il de M., griot et commerçant de Tirmini-Sud. En 2005, il choisit de céder son capital à son fils, importateur de mil. L'année s'annonçait en effet mauvaise, rappelant à M. l'épreuve qu'il avait vécue en 1984. Il avait alors fait faillite en perdant l'intégralité de son cheptel.

« Dans le canton, plus de mille têtes étaient alors mortes aux premières pluies comme les animaux étaient déjà affaiblis. Personnellement, j'avais perdu dix vaches. »

Il choisit donc en 2005 de renforcer l'activité de son fils en vendant une vache et dix chèvres pour 200 000 FCFA.

« Au sortir de la campagne hivernale de 2004, nous avons remarqué que notre production était insignifiante. Si on ne faisait pas attention, on risquait de manger la production et les animaux. C'est alors que j'ai décidé de vendre les animaux pour renforcer le capital de mon fils. Comme ça, on ne mangerait que dans les bénéfices. »

C'est là ce qu'ils firent. Le fils, avec un capital à hauteur d'un million de francs CFA, a pu augmenter les quantités importées et revendues. Alors que la *tiya* de mil coûtait 1 000 FCFA à l'achat dans la région de Zinder, elle était fixée à 750 FCFA au Nigeria. De retour avec les céréales, le fils vendait la *tiya* au prix du marché zindérois et obtint ainsi d'importants bénéfices.

Son activité profita aussi à sa mère, T., à qui il procura du mil pour son commerce de *fura* (boule de mil). De prime abord, du fait de la pénurie de céréales, nous aurions pu penser que T. avait interrompu son activité en 2005. Cependant, elle n'en fit rien. Tout acheteur de *fura* à consommer annonce d'abord le prix qu'il envisage de payer. T. lui présente alors, pour assentiment, la quantité de mil qu'elle malaxera dans le lait pour la somme entendue. De ce fait, la fluctuation des prix n'a eu d'incidence que sur la quantité donnée. Par ailleurs, sa clientèle ne s'est pas réduite, car des habitants de Tirmini se présentèrent pour acheter un minimum de mil chez elle, alors qu'il était quasiment introuvable. De ce fait, les recettes issues de ce commerce ne diminuèrent pas au cours de l'année 2005.

2.3. *Dilo ou anza (boscia senegalensis) : des fruits de famine cueillis et vendus*²⁰

Le *dilo* fait partie des habitudes alimentaires en temps de pénurie de céréales.

Q : « Qu'avez-vous mangé l'année dernière, comme il n'y avait pas de mil ?

R : On a mangé *dilo*.

Q : Ca arrive souvent de manger *dilo* ou c'était particulier ?

R : Non, on mange ça tout le temps quand ça pousse. Ça ne donne que les années de famine. » (Habitantes de Tirmini).

²⁰ Précisons que seule la commercialisation de *dilo* (et non sa consommation, qui elle est habituelle) nous fut dépeinte comme une stratégie nouvelle en 2004-2005.

Il faut préciser ici que, malgré cette relation souvent évoquée, nos interlocuteurs ne considèrent pas la production de *dilo* comme un signe annonciateur de la crise. Pour eux, il ne s'agit pas d'un indicateur fiable.

Il constitue aussi un met de substitution apprécié.

Q : « Et ça faisait longtemps que vous n'en aviez pas mangé ?

R : Non, on en a mangé peu en 2003-2004, mais les années d'avant, il y en avait. Et déjà là, j'en ai tout un stock, regardez.

Q : Et c'est bon ?

R : Oui, c'est bon. C'est très bon. On prépare ça dans la sauce, ou bien on fait de la bouillie avec ou encore le couscous traditionnel. » (Habitantes de Tirmini).

Dilo est consommé après avoir mariné une semaine dans l'eau pour perdre son goût amer. En 2005, il fut consommé en quantité. La mare de Tirmini rejeta au moment des pluies d'importantes quantités de coques.

La particularité de cette année fut de trouver *dilo* sur le marché, où il se vendait à 250 FCFA la *tiya*. Nous voyons que le problème était de posséder suffisamment d'argent pour se procurer du mil, les produits habituellement non marchands devenant des sources de revenus complémentaires, tout en restant accessibles pour la population.

Selon les habitants de Tirmini, les principaux changements alimentaires observés en 2005 ont été permis et occasionnés par les distributions des urgentistes. Ils ont en effet consommé du riz au quotidien, alors que cette denrée est normalement prestigieuse et réservée pour les cérémonies. De plus, sa préparation nécessite un accompagnement en viande, coûteux, à la différence du mil et du sorgho. Ils ont également consommé de la farine de manioc et de maïs, qui ne font pas partie de leurs habitudes.

2.4. Conclusion

Malgré la faim décrite comme touchant l'ensemble de la population, les habitants de Tirmini ne semblent pas avoir élaboré de nouvelles stratégies en 2005, hormis la vente de *dilo*. En revanche, certaines stratégies ont été adaptées (tel que le commerce avec le Nigeria) et d'autres ont perdu de leur impact du fait des fluctuations du marché (c'est le cas du salariat agricole ou de la vente de bois).

En considérant les réponses apportées à un déficit vivrier chronique, nous percevons comment le village de Tirmini est constitué d'une hiérarchie sociale, avec à son sommet une aristocratie historique de producteurs plus importants. Aux autorités politiques s'ajoute une minorité de « riches » : les commerçants se déplaçant au Nigeria, les intermédiaires revendeurs de bois et les tabliers. Ils font vivre le « goudron », le symbole citoyen de Tirmini. Ils évoluent dans le jeu marchand et élaborent des stratégies économiques dont ils sont les bénéficiaires, notamment en temps de crise alimentaire.

Aux figures du riche commerçant ou du chef s'oppose celle du paysan prenant chaque année du retard sur la campagne agricole en vendant sa force de travail. Néanmoins, les mécanismes de cette reproduction apparente furent quelque peu modifiés en 2005 avec l'entrée de nouveaux acteurs sur la scène sociale : les urgentistes.

3. Le système d'intervention de 2005 selon les habitants de Tirmini

« Les plus riches doivent aider les plus pauvres, il en sera toujours ainsi. » (La doyenne du village de Tirmini).

Dans le souvenir des gens de Tirmini, aucune année ne fut équivalente à 2005, compte tenu de l'inflation extraordinaire du prix du mil. En revanche, l'année 1984 leur semble offrir la meilleure comparaison, bien qu'ils la considèrent comme plus difficile. Si la dernière crise n'a pas été accompagnée de décès d'animaux ni de départs massifs de migrants, le point commun de ces deux années est l'intervention humanitaire des « Blancs », « venus relayer les plus riches du village » qui seraient devenus vulnérables. En 1984, « la croix » (la Croix-Rouge) avait distribué de la bouillie à la population de Tirmini. En 2005, les dons furent divers.

3.1. Un processus étatique interrompu

Un agent du service de l'Agriculture de Mirriah nous explique le dispositif prévu par le comité régional de suivi du SAP dont il fait partie, et la raison de son interruption.

A la sortie de la campagne agricole, les zones vulnérables sont identifiées. Des semences peuvent être distribuées pour permettre aux populations de faire de la culture de contre-saison, sinon des campagnes de *food for work* sont organisées. Les agriculteurs déficitaires sont alors invités à participer à la récupération de terres non exploitées, en échange de quoi ils obtiennent des vivres. L'étape suivante est la mise en place de banques céréalières. Dans le cas où les stocks ne suffisent pas, sont alors organisées des ventes à prix modérés. En 2005, le SAP avait prévu d'organiser des ventes à prix modérés avec l'appui du Programme alimentaire mondial (PAM).

Des stocks de vivres à vendre à prix modérés seraient parvenus à Tirmini. Un comité fut mis en place pour la vente, composé des autorités municipales et coutumières, des représentants des partis politiques et des agents des services de l'Agriculture et de l'Élevage.

« Il y a eu vente à prix modérés, mais les autorités se sont arrangées avec les commerçants. » (Un agent du service de l'Agriculture).

Il nous est difficile de dire ce qu'il en fut réellement, les habitants de Tirmini faisant peu allusion à ce dispositif, décrivant surtout les distributions gratuites.

Toujours selon l'agent du service de l'Agriculture, le PAM se serait désengagé du dispositif afin d'opter pour des distributions gratuites menées par des partenaires et des ONG. Le comité de suivi du SAP ne fut pas consulté et des villages non identifiés comme vulnérables furent servis gratuitement...comme ce fut le cas pour Tirmini.

3.2. UNICEF-FNUAP²¹, une intervention indépendante s'adaptant à la crise

Les instances des Nations unies choisirent, dans le cadre de leurs programmes pour la santé de la reproduction et du fait du contexte de crise alimentaire, de distribuer des vivres aux femmes enceintes, en plus d'un kit d'accouchement et d'une moustiquaire. Les femmes concernées devaient respecter les contraintes suivantes : se présenter aux consultations prénatales, accoucher au CSI, et respecter les rendez-vous postnataux. Les parturientes percevaient alors de la main des agents de santé du riz, du maïs, un kit d'accouchement, ainsi qu'une moustiquaire de la part du FNUAP ; et de la part de l'UNICEF : du mil et du maïs, du savon et une moustiquaire.

Les femmes affluèrent. Les agents de santé accueillirent jusqu'à quatre accouchements par jour, ce qui ravit les matrones. Les enfants ainsi nés obtinrent le nom *maïshin kâfa*, « celui

²¹ Fonds des Nations unies pour l'enfance et Fonds des Nations unies pour la population.

qui a le riz », selon la tradition qui veut qu'un enfant se voit attribuer un surnom relatif aux événements correspondants au jour de sa naissance.

A côté de ces interventions parallèles et ciblées, eurent lieu des distributions gratuites généralisées.

3.3. Des aides du Nigeria

Des régions nigérianes, tel que l'Etat de Gigawa abritant des ressortissants de Mirriah, auraient fait don de vivres au département. Cette interprétation est mitigée, certains pensant que l'aide provenait du député du Mouvement national pour la société de développement (MNSD), ayant acheminé les vivres jusqu'au village. En revanche, les discours concordent sur l'utilisation qui fut faite de l'huile, du riz et de la farine de manioc reçus à cette occasion. Les fonctionnaires, dont les agents du CSI, ainsi que les familles tutrices d'enfants étrangers inscrits au CEG, en auraient bénéficié. Ces dernières souffraient en effet du poids d'une bouche supplémentaire à nourrir alors que leurs bourses ne furent pas distribuées.

3.4. « Mondel Mondel » : les distributions gratuites du PAM et de World Vision

Le PAM s'associa avec les ONG implantées localement pour effectuer les distributions de vivres auprès des villages identifiés comme déficitaires. World Vision fut choisie pour coordonner la distribution, étant donné qu'elle agissait déjà auprès de groupements féminins dans le département de Mirriah.

Le lancement officiel de la campagne eut lieu à Tirmini, accessible par la route nationale, et donc idéal pour l'acheminement des vivres ainsi que pour faciliter le déplacement des personnalités éminentes, dont le secrétaire général du Gouvernorat, le préfet de Mirriah, le directeur national de World Vision, les représentants du PAM... et les médias conviés à assister au lancement de la campagne officielle du 13 août 2005. Nous voyons par ce choix que le critère de vulnérabilité n'a pas primé.

Une mascarade collective

Donner à une épouse (la première femme en cas de polygamie) des chefs de famille recensés dans les villages déficitaires, tel était le principe de la distribution, au cœur de stratégies complices. Il était indiqué aux femmes bénéficiaires que le sac devait servir à nourrir leurs enfants. Les chefs de village devaient contribuer au respect des règles fixées. Ils étaient effectivement tenus de témoigner que les femmes présentées étaient bien celles des chefs de famille appelés.

Néanmoins, il arrivait que certains hommes se présentent à la distribution sans être accompagnés de leurs épouses, soit qu'ils n'en avaient pas (décès, divorce) ou qu'elles étaient indisponibles (alitées ou en voyage...), soit du fait qu'ils ignoraient la consigne et venaient de villages éloignés.

Des femmes de Tirmini, avec l'accord de leur époux, offraient alors la possibilité d'un mariage blanc, *arman visa*, sous le regard amusé des autorités coutumières²².

Tous furent complices de cette mascarade et l'approuvèrent du fait du respect des règles matrimoniales. En effet, un homme ne peut pas prendre sa sœur ou sa fille pour la présenter comme son épouse. L'évocation de cette possibilité entraîne des réactions de dégoût chez nos interlocuteurs. Par contre, il peut se rendre sur le lieu de distribution avec la femme

²² L'*arman visa* est habituellement contracté sur le chemin terrestre menant à La Mecque. Deux raisons en seraient à l'origine. La première serait que pour entrer en Arabie Saoudite, l'homme devrait présenter une femme comme étant son épouse, la deuxième invoque la nécessaire complémentarité d'un homme protecteur et d'une femme ménagère pour voyager.

de son frère, le lévirat étant présenté comme une règle possible. De plus, cette alliée est présente dans la famille bénéficiaire, à la différence de la sœur ou de la fille mariée. Les quantités obtenues restent donc dans le foyer. Les jeunes femmes ne se rendirent pas non plus sur le lieu de distribution ; la place fut laissée aux anciennes, moins sujettes à la jalousie de leur mari. Enfin, les femmes d'origine aristocratique ne « se louèrent pas », refusant de feindre d'être mariées à « *leurs sujets* ». Elles se contentèrent d'observer leurs voisines.

En échange de ce service, nécessaire pour que l'homme puisse obtenir les sacs qui lui étaient alloués, les femmes « empruntées » obtinrent tantôt deux *tiya* de mil, tantôt 1 000 FCFA.

De cette mascarade, tous sortirent victorieux : les hommes seuls, les femmes et leurs ménages, les autorités feignant de respecter les principes imposés par leurs partenaires tout en participant à la supercherie montée par « *leurs sujets* », et l'ONG et le PAM satisfaits d'avoir atteints leurs objectifs « *sans problèmes* » (selon les agents de World Vision et du PAM).

L'interruption des distributions : quand la rumeur gronde

En réalité, tout ne se passa pas sans problème. L'ONG avait pour mission de distribuer les vivres : 100 kg de céréales (maïs, sorgho ou riz), soit deux sacs de 50 kg, 15 kg de niébé et 9 litres d'huile. Des haricots inconnus, des « haricots de Blancs », furent distribués. Les femmes, qui ne savaient pas comment les cuisiner, les revendirent aux commerçants et aux fonctionnaires.

Tout ménage, recensé sur les registres municipaux et se présentant avec le livret de famille, devait bénéficier de cette ration. Néanmoins, le livret de famille ne correspondait pas au ménage tel que l'entendait les distributeurs. Dans certaines familles partageant un même *gandu*, il semblerait que seul le chef de famille soit inscrit, représentant alors les autres ménages apparentés²³.

Par conséquent, alors qu'il avait été annoncé pendant la cérémonie de lancement que chaque ménage recevrait deux sacs de céréales, ce furent dans certains cas des familles de cinquante personnes qui se partagèrent les 100 kg. Si nous voyons que le décalage est dû à une compréhension différente du livret de famille, les populations considèrent que les quantités promises ont été détournées par les autorités.

Cette rumeur prit de l'ampleur lorsque les deux distributions prévues se limitèrent à une seule. Les non-servis se plaignirent, brandissant leur livret, preuve de l'acquittement de leurs impôts. Certains habitants de Tirmini suspectent donc des détournements mais d'autres supposent que ce changement de programme est dû à une maladresse des autorités qui auraient ajouté au dernier moment une liste additive de bénéficiaires, refusée par les bailleurs.

A un niveau institutionnel « intermédiaire »²⁴, un agent de World Vision nous éclaire sur cette interruption.

« Nous avons dû interrompre la distribution après que le gouvernement de Zinder nous ait demandé d'arrêter, disant que les gens de Tirmini avaient eu suffisamment d'aides. Comme c'est l'Etat, nous avons été obligés d'exécuter. Les gens n'ont pas compris et on a laissé les autorités locales avec des revendications à gérer. » (Un agent de World Vision).

Ce climat de méfiance bouillonnant explique certainement le dénouement d'autres distributions.

²³ La non-inscription de tous les ménages sur les registres municipaux relèverait de stratégies fiscales.

²⁴ Intermédiaire car régional, et non central ou local.

3.5. Don de « l'Arabe » probablement de l'Islamic Relief Service : chronique d'un vol

Malgré cette intervention du pouvoir central, les distributions s'enchaînèrent. Celui qui est identifié comme étant « l'Arabe » vint déposer une centaine de sacs de mil et de riz. Il était entendu qu'un sac devait être partagé entre dix personnes, considérées comme « vulnérables » selon les prescriptions islamiques. Veuves, handicapés et personnes âgées devaient ainsi recevoir deux *tiya* de chaque type de denrées.

La mairie se porta volontaire pour abriter les vivres et les distribuer. Des tickets furent remis aux bénéficiaires.

Les sacs furent entreposés à la mairie. Les individus concernés furent prévenus et se présentèrent. Des files indiennes furent organisées mais des bousculades éclatèrent. S.T. fut mis à terre. La distribution fut interrompue pour rétablir le calme. Le lendemain, les potentiels bénéficiaires affluèrent à nouveau. Alors que l'attente se faisait longue en plein soleil, un homme venu d'un village voisin s'esclaffa : « A Tirmini, vous prenez tout, nous n'avons rien ! ». Les insultes fusèrent jusqu'à ce qu'une femme saisisse une pierre : « Vous n'allez tout de même pas le laisser nous insulter comme ça, nous, les *Damagarawa*, alors que lui n'est qu'un villageois ! » Elle frappa l'homme au visage. La distribution fut à nouveau interrompue et le blessé fut conduit au CSI, où il maugréa le temps que les sutures soient faites : « Je suis venu pour dire la vérité, pas pour recevoir quoique ce soit. J'ai 60 000 FCFA dans ma poche ! »²⁵.

Le magasin fut alors fermé. Les dix hommes qui avaient aidé pour le déchargement des sacs apportés par « l'Arabe » attendaient leur rémunération. Quatre sacs devaient être partagés entre eux. Les conseillers de la mairie leur fixèrent rendez-vous à l'aube pour éviter les manifestations vécues les jours précédents. Le magasin devait en effet rester fermé le temps de mettre au point un nouveau système de distribution...peut-être plus profitable aux autorités...

« Nous aurions dû obtenir des sacs distribués par un Arabe. C'est normal, nous sommes la famille du *dogari* (notable de la cour). Mais ils ont volé notre part. » (Les épouses d'un *dogari*).

« Ils voulaient détourner, c'est évident, sans quoi ils ne se seraient pas proposés pour faire la distribution. » (Une femme de Tirmini, apparentée au chef).

Les rumeurs de détournement, initiées par les hommes ayant déchargés les camions, circulèrent parmi les habitants de Tirmini. Le rendez-vous matinal, auquel devaient se trouver les déchargeurs et l'agent du service de l'Agriculture responsable de la clef du magasin, se transforma en émeute.

« Il fallait voir les femmes et les enfants affluer avec des parents. L'agent d'Agriculture n'a plus su quoi faire. Moi aussi, j'avais peur de ne plus retrouver les sacs qui m'étaient destinés. Je lui ai dit de fermer. Les femmes et les enfants sont restés à l'intérieur. Ils se sont assis sur des sacs alors devenus de fait leur propriété. Les hommes restés à l'extérieur ont récupéré les tables du CEG pour en faire un échafaudage. Ils ont ainsi pu atteindre le toit de la mairie. Vous voyez les grilles à l'extrémité ? Ils les ont enlevées et ont envoyé des cordes aux femmes et des sacs. Elles ont réparti les céréales dans des sacs moins lourds que les hommes tiraient par dessus le mur. Les parents des femmes leurs mettaient leur part de côté, en attendant qu'elles puissent sortir. Le lendemain matin, à l'arrivée du maire, le chef de canton et l'agent de l'Agriculture ont ouvert le magasin. Il était vide. Il ne restait plus que les femmes et les enfants. » (L'un des hommes ayant déchargé le camion).

Le conseiller municipal que nous avons interrogé fut peu bavard sur le sujet. Il commenta simplement que les gens avaient eu faim et s'étaient servis. « Comment le leur reprocher ? », ajoutait-il. Les autorités auraient de ce fait choisi de ne pas porter plainte. Elles ont enterré l'affaire, tenues au respect de leurs électeurs.

²⁵ Cette description a été obtenue en recoupant les discours de plusieurs témoins et des agents de santé.

3.6. « *Likita yan tamowa* », le CRENAM et le grenier communautaire de CARE

Le dispositif

Dans son projet initial, CARE devait appuyer, avec l'aide du Catholic Relief Services (CRS)²⁶, trente villages déficitaires dont dix du canton de Tirmini par un programme de *food for work*. Néanmoins, les financements furent finalement orientés vers des projets de récupération nutritionnelle. CARE modifia donc son projet pour ouvrir trente centres de récupération nutritionnelle ambulatoire – malnutrition modérée (CRENAM) dans le canton de Tirmini, après avis du comité hebdomadaire à la direction régionale de la Santé publique (DRSP).

Durant six mois (de août 2005 à février 2006), les enfants devaient y être accueillis et suivis chaque jour pendant deux semaines. Les enfants de zéro à cinquante-neuf mois (soit âgés de moins de cinq ans) furent toisés et pesés. Ceux en situation de malnutrition sévère furent conduits au centre de récupération nutritionnelle intensive (CRENI) de MSF à Zinder, des voitures de CARE ayant été mobilisées pour les transports.

Dans le but de ne pas faire de la malnutrition uniquement une sanction positive accompagnée de denrées (mil et sorgho distribués par la femme bénéficiaire dans sa concession), CARE recruta des « mamans miroirs » ou « mamans lumières » qui devaient jouer le rôle de modèle. Une enquête devait être réalisée pour désigner ces femmes. Elles devaient tenir leurs foyers propres, prendre soin de leur hygiène et de celle de leurs enfants non touchés par la malnutrition. Ces femmes devaient également avoir accouché une fois dans un centre de santé et ne pas adhérer aux croyances relatives à la consommation de l'œuf pouvant conduire au vol²⁷, ainsi qu'à la méfiance à l'égard du colostrum. Ces « mamans lumières » étaient considérées par CARE comme des « déviantes positives », à donner en exemple. Contre le travail de préparation des bouillies et recettes traditionnelles (utilisant les ingrédients locaux) tel que le couscous, montré aux mères accompagnant leurs enfants, elles percevaient du mil. CARE avait fixé cette compensation afin d'éviter que leur absence fragilise leur progéniture. De même, durant la période de travail des champs, la présence assidue des mères accompagnant les enfants malnutris ne fut plus exigée et de l'unimix, acheminé par l'UNICEF, leur fut remis.

Les denrées alimentaires utilisées pour les démonstrations étaient stockées au niveau du CSI dans un grenier communautaire, contrôlé bénévolement par le COGES. En théorie, les greniers nutritionnels installés dans la région devaient perdurer, mais à Tirmini, il fut fermé avec la fin du stock remis par CARE.

Dans un premier temps, le CSI ne fut pas associé. Le CRENAM fut en effet installé au niveau de l'école primaire, alors désertée du fait des vacances. Ce ne serait qu'avec l'intervention du chef de canton que le site aurait été intégré au CSI, mais sans impliquer pour autant les agents de santé. Le programme fut interrompu début 2006, faute de financement, mais sous prétexte d'absence de cas de malnutrition. Les agents de santé, non associés et ignorant le nombre d'enfants traités par CARE, se virent alors attribuer la lourde charge de gérer la fin du stock de vivres. Une décision fut alors prise de remettre les *tiya* de mil et de sorgho aux femmes respectant le programme de vaccination.

Toutefois, cette étape ne se fit pas sans difficulté. Le président du COGES, obligé de gérer le stock de vivres de CARE après l'interruption du programme, ainsi que les agents de

²⁶ Le CRS a été créé par les évêques catholiques des Etats-Unis en 1943.

²⁷ Croyance selon laquelle les œufs ne sont pas bons pour les enfants, et qu'un enfant qui consommerait de l'œuf deviendrait voleur avec l'âge.

santé, virent affluer des femmes à leur domicile, leur reprochant de ne pas leur avoir remis du mil et du sorgho. Le major fut appelé « *major maïshin kâfa* », « celui qui a le riz », suite aux distributions du FNUAP. Les agents devaient répondre à des accusations personnelles :

« Pourquoi tu ne me donnes pas ? Qu'est-ce que je t'ai fait pour que tu veuilles me laisser mourir en me refusant ton sorgho ? » (Propos rapportés par un agent de santé).

Notre présence sur le terrain réanima cette pression constante manifestée par des accusations de détournement.

Tamowa : l'importation d'un terme

« Avant, il n'y avait pas *tamowa*, c'est l'année dernière. On ne connaissait que *likita yan tamowa* à Zinder (le CRENI de MSF), maintenant on sait que c'est une maladie. » (Les habitants de Tirmini).

Les habitants décrivent deux causes à l'origine de *tamowa*, reprenant les discours des agents de santé. Le premier correspond à la faim due notamment au sevrage précoce. Il faut préciser ici que nos interlocuteurs font souvent référence à la conception populaire selon laquelle une grossesse rapprochée est une cause de *tamowa*, soit du fait de l'impureté du lait d'une femme enceinte, soit du fait du sevrage précoce qui l'accompagne. De plus, signalons que l'enfant sevré partage le plat familial. La seconde cause évoquée est la maladie.

Toutefois, la désignation de ces facteurs n'est pas unanime, ils sont sujets à débat. Pour éviter *tamowa*, les habitants de Tirmini savent qu'il faut nourrir leurs enfants avec des aliments variés, mais ils regrettent de ne pas avoir les moyens nécessaires pour appliquer les recettes (normalement « traditionnelles ») apprises au CRENAM de CARE.

Si les enfants tombent malades, les mères s'adressent aux Blancs : « C'est vous, les Blancs, qui avez le médicament pour soigner *tamowa* ». Avant 2005, quand un enfant était malade, les mères faisaient appel aux guérisseurs traditionnels ambulants ou achetaient des comprimés au bord du « goudron », les visites au centre de santé ne pouvant être justifiées que par un état grave, du fait de leur coût (1 100 FCFA pour un adulte et 600 FCFA pour un enfant de moins de cinq ans, depuis l'initiative de Bamako). Par le passé, des enfants avaient déjà été acheminés du CSI au CRENI de MSF, c'est ainsi que *likita yan tamowa* était connu des habitants de Tirmini, mais leurs parents ignoraient qu'on appelait leurs maux *tamowa*.

D'autres entités nosologiques permettaient de décrire les symptômes qui sont aujourd'hui cités par les mères pour définir *tamowa*. Il s'agit de *massassara* (qui renverrait en partie à l'idée de fièvre), *zawo* (traduit par les agents de santé par diarrhée), *zahi* ou encore *tchadi* (qui correspondrait aux maux accompagnant la dentition), sachant que ces entités peuvent être identifiées en combinaison, *tchadi* pouvant entraîner *massassara* et *zahi*... Pour prévenir ces symptômes, les parents commandaient (et commandent toujours) des grigris auprès des guérisseurs ou encore des écritures coraniques auprès des marabouts. Avant l'irruption du terme *tamowa*, les enfants malades présentant des symptômes tels que les diarrhées et l'amaigrissement durant la période de soudure, étaient considérés comme souffrant de *damana*, maladie portant le nom de la saison. Elle correspondrait selon les agents de santé au paludisme, parfois avec convulsion, mais il semblerait que la maladie regroupe plusieurs symptômes et notamment ceux considérés dans la définition de la malnutrition. *Tamowa* est venu remplacer *damana* avec deux nouvelles caractéristiques : la faim comme cause et les urgentistes (médecins et distributeurs de vivres) pour remède.

Des bénéficiaires économiques

Lorsque nous avons abordé la question du marché en 2005, nous avons rapporté l'analyse d'un agent du service de l'Agriculture sur l'impact de l'irruption des urgentistes sur

le marché (voir supra). Si les commerçants de céréales de Zinder tiraient profit de cette situation, il en fut de même au niveau local.

L., orphelin de père, bénéficie de deux terrains, l'un sur lequel il cultive des produits vivriers et l'autre consacré au maraîchage. Il remet ses légumes à un intermédiaire, installé à Tirmini, qui en fait le commerce. En 2005, celui-ci vit son chiffre d'affaire augmenter du fait de l'afflux massif des villageois des alentours, venus récupérer les sacs distribués. Il dépeint avec nostalgie les bénéfices alors obtenus, comparés à une année 2006 moins fructueuse.

De même, les éleveurs de la région purent bénéficier des projets de foire mis en place par l'ONG Goal, dont ils furent les fournisseurs en petit bétail.

T. alimente CARE en lait. Elle est respectée dans le village comme étant l'une des femmes les plus riches. Elle prépare des galettes de riz et de l'huile d'arachide, et se sert des bénéfices obtenus tant pour nourrir ses enfants et les habiller que pour aider ses proches. En 2005, elle fut retenue par CARE pour être une femme *madubi*, une « femme miroir ». Au cœur des préparations de recettes nutritives pour les enfants identifiés comme ayant *tamowa*, elle perçut une opportunité commerciale à saisir. CARE utilisant du lait de vache en grande quantité, elle devint son intermédiaire à Tirmini, profitant du commerce de son mari avec le Nigeria pour réapprovisionner le CRENAM.

« Dans le menu, il y a des jours où on prépare de la boule. C'est auprès de moi que l'on paie le lait qu'on transporte dans les villages voisins et qu'on distribue aux femmes.

Q : Quelle sorte de lait ?

R : Du lait des vaches.

Q : Ce sont vos vaches ?

R : Non, je paie le lait à Maidoua au Nigeria. C'est mon mari qui y part, il me paie le lait et je revends au programme. » (T., une « femme lumière »).

Ce dernier exemple nous invite à entrer plus précisément dans la mise en place des systèmes d'intervention à Tirmini. En effet, comment T. fut-elle choisie pour devenir *madubi* ?

Le renforcement apparent de l'aristocratie : des femmes modubai pour exemple

Madubi signifie miroir en Haoussa. La métaphore fut choisie par CARE, le miroir symbolisant tant la luminosité, la propreté exigée des femmes recrutées, que le reflet, l'exemple à suivre. Nous avons vu comment CARE envisageait ce recrutement : réaliser des enquêtes au sein des ménages pour désigner les femmes les plus méritantes, « *les déviantes positives* », du fait du bon entretien de leur lieu de vie, ainsi que de l'absence d'enfants touchés par *tamowa*.

Les femmes de Tirmini minimisent cette fonction d'exemple. Pour elles, *modubai* signifie « celles qui préparent pour les mères des enfants qui ont *tamowa* », et non celles qui reflètent une propreté exemplaire qu'il convient d'imiter.

Nous avons rencontré trois femmes *modubai*, désignées par la population comme telles. T. est l'une des femmes les plus riches du village et l'amie de la première épouse du chef de canton (*barma*). La seconde est l'épouse de l'un des *dogari*, notable de la cour. Enfin la troisième est l'épouse d'un frère cadet du *barma*.

Comment expliquer l'origine aristocratique de ces « femmes miroirs » ?

Pour commencer, nous pourrions poser comme hypothèse que des femmes plus aisées sont en toute logique celles bénéficiant des moyens suffisants pour leur hygiène et celle de leurs enfants, que ce soit pour les frais de savon ou pour le renouvellement de leur garde-robe. Toutefois, arrivés à l'improviste pour les entretiens, et ceci quels que soient les foyers, nous n'avons pas constaté de différences flagrantes avec les autres femmes du village (peut-être du fait de l'impact de la sensibilisation ?). De plus, les ménages indiqués comme étant les plus

vulnérables par nos interlocuteurs, à savoir ceux dans lesquels les femmes sont veuves et ont des orphelins à charge, n'ont pas été touchés par *tamowa*. Aucun enfant n'a eu à être suivi par CARE dans les trois ménages de femmes chefs de famille visités, contrairement aux enfants de chefs de village ou encore de commerçants, parfois malnutris. Comment l'expliquer ? Prenons quelques exemples. Une grand-mère, tutrice de six orphelins dont deux en bas âge, explique avoir dû nourrir ses protégés avec la nourriture des animaux, le son. Alors que cet aliment est sous-estimé, il est en réalité plus nutritif que le mil. Une autre femme chef de ménage, dont nous donnions l'exemple précédemment, a nourri ses enfants avec *dan wake*, du haricot réduit en poudre, moins coûteux. Une autre veuve, quant à elle, explique acheter régulièrement des biscuits à ses enfants, après l'avoir appris au CRENI à Zinder où elle travailla dans les années 1990, alors qu'elle s'y était installée avec son mari pour chercher du travail. Elle bénéficie donc aujourd'hui de l'apprentissage passé. Par conséquent, il convient de nuancer la corrélation entre niveau de vie et *tamowa*, les mets peu coûteux pouvant être les plus riches sur un plan nutritif. De même, le respect des règles de CARE pour désigner les « femmes lumières » est à relativiser, les veuves n'ayant pas été désignées comme *modubai* malgré le bon état de santé de leurs enfants.

Comment ces femmes *modubai* ont-elles été recrutées ? Rapportons les discours de trois d'entre elles. Le chef de canton les aurait lui-même désignées, les trois femmes rencontrées n'ayant pas eu des entretiens de sélection avec les agents de CARE. Elles décrivent leur surprise lorsque l'on est venu leur proposer un rôle au CRENAM, alors qu'elles n'avaient pas postulé au niveau de l'école qui était le lieu de sélection. Comment expliquer ce traitement de faveur ?

Dans une société hiérarchisée, qui d'autre que des aristocrates pourraient être désignées comme modèle, notamment lorsque c'est au chef de canton qu'est confiée la tâche de nommer des « femmes lumières » potentielles ? Comment le *barma* pourrait-il admettre que l'une de ses sujets soit donnée en exemple à celles qui appartiennent à la cour ? Ce constat ne doit pas nous amener à conclure que seuls les aristocrates ont bénéficié de dons. L'exemple suivant montre comment les stratégies balancent entre privilèges et soutien aux plus vulnérables.

3.7. « Golf », « God », Goal

Le dispositif

Bien que son nom soit déformé par les habitants de Tirmini (« Golf », « God »...), l'ONG Goal était connue de la population pour les forages qu'elle a creusés ou réparés. Durant la crise 2005, elle distribua des vivres, mais non à Tirmini, dont la distribution relevait de la responsabilité de World Vision. En revanche, elle organisa une foire au bétail.

Selon les habitants du canton interrogés, il n'y eut pas de décès d'animaux mais le responsable de la Santé animale de Zinder prend l'action de l'ONG Goal comme preuve du contraire.

Q : « Des animaux sont morts en 2005 ?

R : Certainement. Sans quoi Goal n'aurait pas organisé des foires au bétail. » (Un agent du service de l'Élevage, spécialisé dans les maladies bovines).

En réalité, l'objectif de Goal était de permettre à quatre cent foyers « vulnérables » de se constituer un cheptel et de se procurer des produits éventuellement inaccessibles en temps normal, tels que des pesticides et des engrais chimiques. Les commerçants de la région de Zinder furent sollicités ainsi que les éleveurs des alentours.

Au sein de la foire, les prix étaient fixés et des agents recrutés localement devaient veiller au respect des règles établies. La chèvre devait ainsi coûter entre 5 000 et 9 000 FCFA (prix du marché en novembre 2005 : 7 500 FCFA)²⁸. Le mouton était évalué entre 11 000 et 15 000 FCFA (prix du marché en novembre 2005 : 13 000 FCFA). Le bénéficiaire se présentait avec un bon d'achat de 41 500 FCFA pour le ménage, complété par 10 000 FCFA pour que sa femme puisse démarrer une activité génératrice de revenus (AGR). Les commerçants se présentaient au responsable de Goal à la fin de la foire avec les bons d'achat récoltés, pour établir une facture, payée après 48 heures.

Dans la pratique, le petit bétail était proposé par les éleveurs peuls voisins. Les bénéficiaires craignirent que leurs nouvelles chèvres rejoignent leur troupeau d'origine le temps des transhumances venu. Ils les vendirent. Avec l'argent obtenu, certains se procurèrent des « chèvres rousses », sacrifiées durant la période de Ramadan et de Tabaski. Si le but initial, qui consistait à procurer un début de cheptel, ne fut pas atteint, la foire au bétail permit aux plus vulnérables de satisfaire des besoins essentiels pour ne plus se démarquer des autres : respecter les obligations sociales (sacrifices religieux et partage) et répondre à des standards dépassant leur pouvoir d'achat habituel (comme des chaussures à la mode). Les 10 000 FCFA furent utilisés pour l'achat de matériel (ustensiles de cuisine) ou encore pour la santé des enfants (visites au CSI).

L'implication de la cour dans la foire au bétail de Goal

Quatre cent ménages vulnérables devaient être les bénéficiaires au niveau du canton. Il revenait aux autorités coutumières de les désigner. A Tirmini, le chef de canton ainsi que les quatre chefs de quartier durent remplir cette fonction. Les agents de Goal devaient alors s'entretenir avec ces potentiels bénéficiaires pour vérifier leur vulnérabilité. Les personnes sélectionnées devaient ainsi obtenir un bon d'achat « *kudin carto* » (argent en papier).

Des listes furent établies. Néanmoins, les notables interprétèrent à leur façon le système d'intervention pour en obtenir « la part du chef » ou la « part de la cour », tribut qui leur est normalement dévolu. La cour se vit en effet confier la distribution des bons d'achat. Pour les récupérer, les bénéficiaires devaient remettre 2 000 FCFA à la cour ainsi que 500 FCFA en échange du bon.

Q : « L'année passée tu as reçu l'aide des chèvres ? »

R : Non. On nous a demandé même de donner 2 000 FCFA. Je n'en avais pas, il a fallu que je parte à l'autogare pour emprunter. J'avais amené la somme à la cour du chef de canton, mais à ma grande surprise on m'a ramené mon argent.

Q : Pourquoi on t'a ramené ton argent ?

R : Ah ! On a remplacé mon nom par celui de quelqu'un des villages voisins qui a donné plus d'argent que moi.

Q : Mais au départ tu faisais partie des gens qui devaient en bénéficier ?

R : Oui. Il y a des agents qui étaient venus pour poser des questions. Ils nous ont donné rendez-vous plus tard. Avant qu'ils ne reviennent, on est venu nous dire de donner chacun 2 000 FCFA. C'était une sorte de corruption pour que la personne soit servie avant les autres. C'est une corruption, car les gens qui collectent l'argent (les gens de la cour) l'empochent. » (S.T., dont le nom a été effacé de la liste des bénéficiaires de la foire).

L'interprétation de S.T., concernant le remplacement de son nom, rejoint les observations de plusieurs habitants de Tirmini décrivant une véritable mascarade : la foire aurait accueilli des riches déguisés en pauvres. Les chefs de quartier décrivent les motifs de leur choix. Dans un premier temps, il leur était demandé de désigner les plus vulnérables, les plus « fatigués », ce qu'ils ont fait. Puis, on leur proposa une liste additive. Il leur fut alors

²⁸ Selon les chiffres estimés par l'agent du service de l'Élevage en poste à Tirmini.

possible de désigner leurs proches, ce que les règles hiérarchiques qui constituent l'organisation sociale de Tirmini leur imposaient.

La difficulté des autorités fut effectivement de respecter des contraintes données par les intervenants alors qu'elles étaient contraires aux logiques aristocratiques. Tâche difficile, surtout face à une population prête à se soulever comme nous l'avons vu avec le vol du magasin de la mairie.

Revendications et changements

Pour les distributions de *Mondel Mondel* (World Vision), des chefs de ménage devaient se présenter non seulement avec leur livret de famille, mais aussi avec leur(s) épouse(s). Le principe était de remettre les stocks aux femmes en leur indiquant qu'ils devaient servir à nourrir leurs enfants, de crainte que les hommes en fassent un autre usage (dont le jeu). Les femmes furent également privilégiées par le don de Goal avec l'attribution d'un fond de départ pour une AGR. Ces choix de distribution furent mal perçus par les hommes dépossédés de leur rôle de « *chasseur* » de nourriture (*cadi*) et de responsable des ressources du ménage. Elle fut accueillie autrement par les femmes en conflit avec leur mari.

Un couple se sépara ainsi après que la femme ait revendiqué les sacs remis par Vision Mondiale puis les biens obtenus auprès de Goal, alors que son mari s'y intéressait, bien qu'il n'ait plus contribué à la vie du ménage depuis plusieurs mois. Elle se présenta au chef de canton, qui l'avait désignée pour la foire au bétail, afin de revendiquer ses droits. Le mari fut convoqué et quitta le village.

Si des femmes ont fait respecter leurs droits, certains qui s'estimaient lésés tels que S.T. ont fait de même.

« Des gens sont allés se plaindre à la radio Anfani disant que les riches avaient été servis à la place des pauvres. On a vu des riches mettre des loques pour ne pas être repérés ! » (L., un agriculteur).

Un journaliste confirme ces faits, mais il les nuance :

« Vous savez il y a toujours des mécontents, des gens qui n'ont pas eu, mais les plus pauvres ont été servis. »

Lors d'un entretien avec un chef de quartier, nous eûmes à observer une scène conflictuelle, mettant en évidence cette tension sociale omniprésente conduisant à l'accusation de détournement ou au reproche.

Installés sur une natte à l'ombre de la maison du chef, nous étions entourés de ses femmes et de ses enfants, simples auditeurs. Après quelques instants, un homme vint nous rejoindre. Il prit place auprès du chef. Alors que nous abordions la désignation des bénéficiaires de la foire, notre intrus s'anima, reprochant à son chef de ne pas l'avoir désigné, lui qui en avait besoin. La discussion tourna alors autour du terme « *gajiyaye* » (fatigué), donné comme consigne de catégorie à cibler par les distributeurs. « Moi aussi, je suis « fatigué ». Je n'avais rien à manger alors que j'ai dix enfants à charge ! – Oui, mais « fatigué », c'est pour dire « vieux ». C'étaient les anciens que nous devons désigner. Après, j'ai donné le nom de mes enfants, tu aurais fait pareil. – Moi qui suis ton ami, tu ne m'as pas aidé. »

Quelle part faire entre la rumeur et la réalité des détournements ? La réponse se situe certainement dans ces exemples de conflits entre attentes et revendications, entre logique aristocratique et logique égalitaire exaltée par les bailleurs.

3.8. Conclusion

Ces événements de 2005 nous offrent une perception nuancée de Tirmini. En deuxième partie, apparut la domination des responsables politiques (maire et chef de canton),

forts de leur pouvoir terrien et financier. Ici, nous observons en revanche comment les autorités sont tenues de concilier le maintien de l'ordre hiérarchique par lequel elles existent, mais également comment elles sont autorisées à siéger par les habitants. Il convient de signaler une différence nette dans les propos recueillis. Le maire et son conseil sont critiqués ouvertement pour détournement, tandis que le *Barma* et sa cour le sont moins pour la part qu'ils reçoivent que pour les choix de redistribution auxquels ils procèdent. Entre perpétuation d'un ordre établi et revendications manifestées, les habitants de Tirmini s'opposèrent dans des rapports de force, éclatant parfois en conflits. Néanmoins, ils s'associèrent également pour (se) jouer des mascarades satisfaisant l'ensemble des acteurs, des urgentistes aux autorités coutumières en passant par « les plus vulnérables », qui rient encore de leur malice. Les habitants de Tirmini se sont surpassés en créativité. Ils réadaptèrent certaines aides obtenues, tirèrent avantage de la présence de nouveaux marchés ainsi que de règles momentanément imposées tel que le privilège des femmes ou la distribution aux plus pauvres.

Conclusion

A l'issue de cette description, quelle réponse donner à notre question de départ : « Comment les habitants de Tirmini ont-ils vécu la crise de 2004-2005 ? »

Nous avons entendu des discours divers, s'accordant pourtant pour décrire 2005 comme une année particulière, compte tenu de l'inflation du prix des céréales et des interventions multiples, venues se croiser, interférer, s'opposer ou se compléter, en écho aux événements institutionnels vécus à Niamey. Ces deux caractéristiques sont intimement liées, répondant l'une à l'autre : sans manque de céréales, les urgentistes ne seraient pas intervenus ; sans urgentistes, les prix n'auraient certainement pas tant grimpé.

Au-delà de ces deux particularités vécues communément par les habitants du canton, les gens de Tirmini dépeignent dix années de pénurie alimentaire. L'année 2005 fut particulièrement difficile et onéreuse, mais les solutions apportées pour y faire face ne furent pas novatrices. La crise de 2005 s'inscrit dans un processus d'inégalités grandissantes, causé par l'appauvrissement des sols (en quantité avec l'expansion démographique, et en qualité) ainsi que par des stratégies passant du registre agricole au domaine marchand, plus particulièrement au niveau du chef-lieu du fait de sa position sur la route nationale n° 1.

Les revendications, les confrontations avec le pouvoir, ainsi que les mises en scène à l'intention des urgentistes, rapportées tout au long de ce rapport, témoignent de réactions à ces inégalités. Elles révèlent la créativité des acteurs sociaux, bien loin de villageois amorphes. En rapportant ces descriptions, il ne s'agissait pas pour nous d'évaluer la pertinence des projets ou de dénoncer des supercheries, bien que de toute évidence le critère de vulnérabilité ne soit pas celui qui ait primé pour choisir les lieux de distribution. Nous avons bien plus tenté de montrer comment nos interlocuteurs laissent percevoir les coulisses d'un système social. Certes caractérisé par des déficits vivriers répétitifs, il est composé et recomposé par des stratégies multiples s'inscrivant au cœur de rapports de force, mais respectant les règles sociales.

S'il faut chercher à comprendre les causes de la malnutrition, le facteur économique ne semble pas le seul pertinent. En effet, les ménages indiqués comme étant les plus vulnérables n'ont pas été touchés par la malnutrition, alors que les familles des commerçants ou des chefs de village l'étaient. Les habitudes alimentaires adoptées par les ménages modestes semblent paradoxalement de meilleure qualité, témoignant de la nécessité d'une analyse nutritionnelle. D'autre part, les conceptions nosologiques populaires relatives aux maladies infantiles devraient faire l'objet d'une étude permettant de comprendre les itinéraires thérapeutiques des enfants. En effet, le terme « *tamowa* » utilisé par les agents de santé ne fait écho à aucune référence antérieure. Pour les mères d'enfants malnutris, l'état de santé de leur progéniture dépend d'autres facteurs comme le sevrage brutal du fait d'un divorce, du décès de la mère ou d'une nouvelle grossesse, de la poussée des dents ou d'une maladie saisonnière appelée *damana*. Ces explications seraient certainement utiles pour servir à une prise en charge des enfants et permettraient d'aller au-delà de la corrélation « crise agricole-malnutrition ».

Liste des personnes rencontrées

Autorités et agents de l'Etat

Maire de Tirmini
Conseiller municipal de Tirmini
Conseillère municipale de Tirmini
Opposant politique au maire de Tirmini
Chef de canton de Tirmini
Trois chefs de quartier de Tirmini
Cadi de Tirmini
Imam de Tirmini
Chef de village de Tiss
Chef de village de Marsuta
Chef de village de Ruga Tirmini
Responsable du volet santé animale à la direction régionale de l'Elevage, Zinder
Agent du Plan, Zinder
Directeur départemental du service de l'Agriculture à Mirriah
Agent du service de l'Elevage de Tirmini
Agent du service de l'Agriculture de Tirmini
Conseillers pédagogiques de Tirmini

Représentants des urgentistes

Participant au programme de nutrition de CARE
Responsable de l'organisation des foires de Goal
Responsable de l'organisation des distributions de vivres de World Vision
Agents du PAM

Ménages

Femme avec enfants touchés par *tamowa* à Tirmini
Femme avec enfants touchés par *tamowa* à Tiss
Femme avec enfants touchés par *tamowa* à Ruga Tirmini
Veuve avec huit orphelins à sa charge
Femme divorcée avec sept orphelins à sa charge
S.T., homme âgé, handicapé
Femme bénéficiaire de Goal
Doyenne du village bénéficiaire de Goal
Agriculteurs

Homme ayant déchargé le camion de « *l'Arabe* »

Ancien joueur

Relais locaux des ONG

Femmes *modubai*

Président du COGES

Responsable du grenier de CARE de Dan Buda

Agents de santé du CSI

Commerçants

Vendeuse de *fura* de Tirmini

Tablier vendant les condiments à Tirmini

Tablier vendeur de thé à Tirmini

Commerçants de céréales à Zinder

Vendeurs de bois à Dan Buda

Vendeurs de fourrage à Dan Buda

Vendeurs de Calebasses de Dakuma Liman

Vendeurs de Calebasses à Zinder

Tableau 2. Récapitulatif des aides parvenues à Tirmini

Donateur	Nature et origine du don	Quantités, nombre, dates	Système de distribution	Bénéficiaires	Remarques
CARE pour cellule de crise alimentaire (CCA) mécène arabe	Riz de Thaïlande, mil acheté à Maradi, etc.	Juin : 5 tonnes de mil 10 août : 400 kg de mil	Chef de village Comité	Chefs de famille, veuves	En réalité, seule la famille du chef en a bénéficié On « prête » les veuves »
CCA					Les commerçants auraient été les seuls en mesure d'acheter à prix modérés
UNICEF/FNUAP	Riz, maïs, mil	Juin-juillet	Par les agents de santé	Les femmes enceintes respectant le processus de consultation au CSI	Augmentation du nombre des naissances bénéfique aux matrones
Aides de l'Etat de Gigawa au Nigeria	Huile, riz, farine de manioc		Acheminé par le député MNSD	Fonctionnaires et familles d'accueil des élèves du CEG	
PAM	Maïs, sorgho ou riz, haricots et huile	100 kg de céréales par bénéficiaire, huile et haricots ; cérémonie d'ouverture le 13 août 2005	Par World Vision, « mondial mondial »	Tous les ménages des villages déficitaires du canton devaient en bénéficier	« Location » de femmes ; interruption des distributions à mi-parcours, accompagnée de revendications
Mécène « arabe »	Mil et riz	100 sacs	Le Conseil municipal devait assurer la distribution. Agent de l'agriculture dépositaire de la clef du magasin.	10 personnes handicapées, âgées, veuves et orphelins	Bousculades, vol par les habitants
CARE	Mil, sorgho, unimix	D'août 2005 à février 2006 4 295 enfants du canton entrés dans le programme, dont 351 envoyés au CRENI de MSF	Agents de CARE puis agents du CSI et le responsable du COGES	Enfants de 0 à 59 mois	Recrutement de « mamans lumières » selon des critères de « déviance positive », mais finalement des aristocrates
Goal	Bons pour l'achat de bétail, entrants et produits phytosanitaires	Bon de 41 500 FCFA + 10 000 FCFA pour que la mère de famille commence une AGR	Agents de Goal et notables	400 ménages vulnérables du canton	Noms effacés, « part de la cour », riches déguisés en pauvres Annonce à la radio Anfani pour dénoncer les mauvaises pratiques

Source : Entretiens avec les habitants de Tirmini, enquête de terrain, LASDEL, 2006.

Sigles et acronymes

AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activité génératrice de revenus
CCA	Cellule crise alimentaire
CEG	Collège d'enseignement général
CRENAM	Centre de récupération nutritionnelle ambulatoire (malnutrition modérée)
CRENI	Centre de récupération nutritionnelle intensive
CRS	Catholic Relief Services
COGES	Comité de gestion
CSI	Centre de santé intégré
DRSP	Direction régionale de la Santé publique
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
LASDEL	Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local
MNSD	Mouvement national pour la société de développement
MSF	Médecins sans frontières
ONG	Organisation non gouvernementale
PAM	Programme alimentaire mondial
SAP	Système d'alerte précoce
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance